Les mercredis de
l'INET à Paris

UN ÉVÉNEMENT DÉDIÉ AUX CADRES
DE DIRECTION TERRITORIAUX !



Dossier documentaire

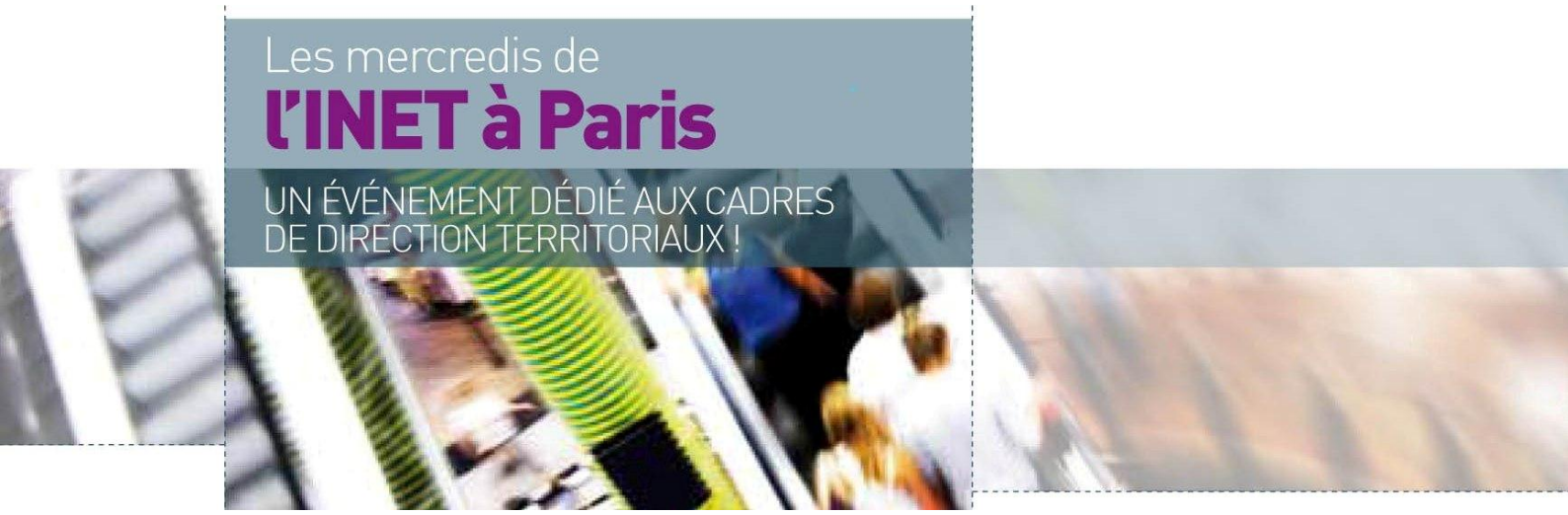
Tempête sur le dialogue social territorial ?

Regards croisés de DRH, syndicalistes, chercheurs et experts

> 30 novembre 2011

Dossier réalisé par le Centre de Ressources Documentaires
De la Délégation de la première Couronne en collaboration avec l'INET

Découvrez les dates et les prochains thèmes :
www.inet.cnfpt.fr



Le **dialogue social** peut se définir comme un ensemble de processus de discussion, d'information, de consultation, de négociation sur des questions d'intérêt commun entre d'une part les représentants des salariés (ou des agents pour la fonction publique) et d'autre part les employeurs.

Ce dossier vous propose des articles qui permettront au lecteur de développer son niveau d'information sur le dialogue social notamment dans la fonction publique territoriale. Dans une première partie, **des articles sur les syndicats** permettent d'introduire le sujet. Sont ensuite proposés des documents traitant de la réforme de ce dialogue initiée par les **accords de Bercy de 2008**, avec des commentaires de la **loi de 2010** et des expériences de collectivités.

Les syndicats, organisations par lesquelles peut se manifester le dialogue social, ont beaucoup évolué depuis leur reconnaissance par la loi de 1884. Leur champ et leurs modes d'action se transforment. Le document 1 présente leur cheminement entre actions traditionnelles et négociation collective plus récente aboutissant à une professionnalisation du militantisme *(document 1 : La transformation des syndicats français, vers un nouveau « modèle social » ?, in : Revue française de science politique, vol. 56, n° 2, avril 2006, pp. 281-297).*

Le document 2, présenté dans ce dossier, dresse un panorama des argumentaires des syndicats sur les principales réformes managériales depuis 2002 (*document 2 : Les syndicats de la fonction publique et les réformes managériales depuis 2002, in : Revue française d'administration publique, n°132, 2010, pp. 745-756)*.
La première partie de ce dossier se termine par un texte au titre provocateur extrait d'un ouvrage sur les idées reçues en management : « les syndicats français sont contre-productifs : faisons-les disparaître ! » *(document 3 extrait de Petit bréviaire des idées reçues en management / Anne Pezet, Samuel Sponem. – La découverte, 2008).*

Un graphique expliquant le **cycle du dialogue social** permet d'introduire la 2ème partie du dossier (*document 4 : Des boucles d'itérations successives, in : Faire vivre le dialogue social dans la fonction publique territoriale / Jean-Paul Guillot, Dominique-Anne Michel. – Les éditions de l'atelier, 2011, pp. 64-69)*

Le dialogue social trouve l'origine de son mouvement récent de rénovation dans les accords de Bercy de 2008 qui sont présentés dans le document 5.

La loi du 5 juillet 2010 a traduit partiellement les accords de Bercy. Elle est présentée dans le document 6 (*Vers un dialogue social rénové dans la fonction publique ? in : AJFP, mars-avril 2011, pp. 93-98*). La loi fait évoluer **la place du paritarisme et celle de la négociation collective** comme l'explique Guy Morvan dans l'article 7 (*Réforme du dialogue social dans la fonction publique, in : Les cahiers de la fonction publique, juillet-août 2010, pp. 24-26*) et Emmanuel Aubin dans le document 8 (*La loi du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et à la Fonction publique : discutez, discutez, il en restera bien quelque chose… in : Revue Lamy des collectivités territoriales, octobre 2010, pp. 18-24).*

La vision de certains d'**une réforme à minima** est relayée dans les documents 9 et 10 (*document 9 : La loi du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social dans la fonction publique : une mutation inachevée du système de relations professionnelles, in : Droit administratif, novembre 2010, pp. 7-17) (document 10 : Dialogue social : le minimum syndical ? in : La lettre du cadre territorial, n°364, 1er septembre 2008, pp. 12-17*)

Les collectivités s'approprient différemment la rénovation du dialogue social. Les deux derniers documents de ce dossier font état de retour des villes de Bordeaux et de Suresnes (*document 11 : La rénovation du dialogue social, in : Managerpublic, n° 26, novembre 2010, pp. 9-12) (document 12 : Suresnes soigne ses syndicats, in La lettre du cadre territorial, n°403, 15 juin 2010, pp. 38-39)*



Éléments bibliographiques

REPERES JURIDIQUES

Relevé de conclusions relatif à la rénovation du dialogue social dans la fonction publique : le texte des Accords de Bercy, signés le 2 juin 2008
http://www.fonction-publique.gouv.fr/IMG/releve conclusions dialogue social.pdf

Loi n ° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique
http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000022436528&fastPos=1&fastReqId=504256446&categorieLien=id&oldAction=rechTexte

Loi n ° 2007-130 du 31 janvier 2007 de modernisation du dialogue social
http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000273405&fastPos=1&fastReqId=1396030925&categorieLien=id&oldAction=rechTexte

DOSSIERS EN LIGNE

Dossier de la Documentation Française sur la refonte du dialogue social :
http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/dialogue-social/chronologie.shtml
Pour consulter l'historique des lois sur le dialogue social.

Dossier du site Vie Publique (mis à jour le 9.11.2011) :
La rénovation du dialogue social dans la fonction publique
http://www.vie-publique.fr/politiques-publiques/regulation-relations-travail/dialogue-social-representativite-syndicale-fonction-publique/#

La rénovation du dialogue social sur le **portail de la Fonction Publique** :
http://www.fonction-publique.gouv.fr/fonction-publique/modernisation-fonction-publique-1

OUVRAGES

Les forces syndicales françaises / Guillaume Bernard , Jean-Pierre Deschodt . - PUF, 2010, coll.Major.



Ce livre a l'ambition d'être à la fois un manuel établissant un état des lieux des connaissances actuelles sur le sujet (en les présentant de manière pédagogique) et un ouvrage de recherche permettant d'appréhender des sujets encore peu étudiés (comme les effectifs réels des syndicats ou leur responsabilité dans la gestion des organismes paritaires).

Le Syndicalisme en France depuis 1945 / Mouriaux René. - La Découverte, 2008. - coll. Repères



Tout en accomplissant leurs activités propres (grèves, négociations, élections professionnelles), les organisations de salariés participent à la vie de la société française, en raison du poids démographique et de l'importance économique de celles et ceux qu'ils représentent.
À la Libération, les syndicats contribuent de manière décisive à de grandes réformes. La guerre froide brise l'élan et des années de réaction défensive succèdent aux conquêtes. Le réveil revendicatif survient à la fin de la guerre d'Algérie. De 1966 à 1976, la puissance syndicale est attestée. L'épuisement du keynésiano-fordisme, le délitement des grands récits deviennent perceptibles lorsqu'un socialiste accède pour la première fois à la présidence de la Ve République.
Divisé, menacé par une certaine institutionnalisation, le mouvement syndical ne parvient pas à contrecarrer les conséquences de la mondialisation libérale. Le début du XXIe siècle s'écrit sur le registre d'une combativité déficiente. Le désarmement du mouvement syndical va-t-il se poursuivre ou la dégradation de la situation sociale va-t-elle susciter une remobilisation collective ?

Syndicats, lendemains de crise ? / Pernot Jean-Marie. - Gallimard, 2010. - Folio, 2ème édition.



Très tôt cet ouvrage s'est imposé comme la référence sur le sujet, au sein d'une vaste littérature qui entendait expliquer la crise ouverte dans le syndicalisme français depuis la fin des années 1970.
Jean-Marie Pernot éclaire, en effet, d'une perspective nouvelle la décomposition et la fragmentation syndicales, en les inscrivant dans leurs conditions historiques et en comparant le cas français aux autres pays d'Europe. Depuis une vingtaine d'années, le syndicalisme a perdu de son efficacité partout dans le monde et singulièrement en Europe. Pris dans ce mouvement d'ensemble, il a connu en France un affaiblissement plus précoce et plus radical qu'ailleurs.
Cette désaffection a été amplifiée par la guerre de tous contre tous à quoi se ramènent trop souvent les relations intersyndicales. Surtout, le syndicalisme ne peut être isolé de ses interactions prolongées avec d'autres acteurs - le patronat et l'État. Or, sous l'essor des politiques néolibérales, l'État a modifié les règles du partenariat social. Il n'y a certes pas de raison unique à un phénomène de crise aussi durable ; mais dans la pluralité des causes, cette part prise par l'État dans la régulation du social est décisive

La Grève / Pernot Jean-Marie, en collaboration avec Guy Groux. - Presses de Sciences Po. 2008



Le souvenir des grèves de Mai 1968 reste vivace en France.
Pourtant, ici comme ailleurs, le nombre et les jours de grève baissent depuis vingt ans. Ce recul marque-t-il l'avènement d'un monde du travail pacifié et assagi, ou n'est-il que l'effet de la pression exercée par la menace du chômage et de la précarité sur les salariés ?. Fort d'une approche historique, théorique et empirique de la grève, en France comme en Europe, cet ouvrage met en évidence l'ambivalence des évolutions actuelles.
Les mutations de l'emploi ont contribué à affaiblir l'usage de la grève comme recours pour les salariés, mais les métamorphoses de la grève n'impliquent pas pour autant l'extinction des mobilisations protestataires dans le monde du travail. La grève n'est plus aussi centrale au sein des conflictualités sociales. Elle s'inscrit plus souvent dans un halo de mobilisations qui relèvent d'autres registres contestataires (pétitions, manifestations, etc.) mais qui reprennent à leur manière l'esprit de coalition et de résistance qui la caractérise depuis sa naissance

La question syndicale / Rosanvallon Pierre. - Calmann-Levy, 1988



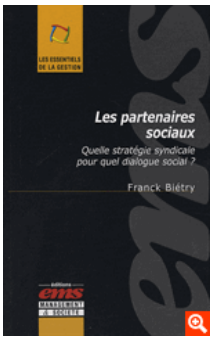
Les syndicats français ont perdu près de deux tiers de leurs adhérents depuis le milieu des années 1970.
Déclin qui ne s'explique pas seulement par des facteurs économiques ni même par le vieillissement de ces organisations. C'est le phénomène syndical lui-même qui est en cause dans sa triple fonction de représentation des intérêts, de régulation des conflits et de production de solidarité. Chacune d'elles est aujourd'hui profondément ébranlée. D'où la perte de légitimité et d'influence du syndicalisme ; et, en retour, une moins bonne gestion des conflits sociaux, comme une véritable " panne " de la représentation sociale.
Au-delà de la question syndicale, ce livre invite à une ample réflexion sur les nouvelles conditions de la gestion du social en France. Nouvelle édition augmentée d'un avant-propos de l'auteur.

Faire vivre le dialogue social dans la fonction publique territoriale / Jean-Paul Guillot , Dominique-Anne Michel. – Editions de l'Atelier, 2011



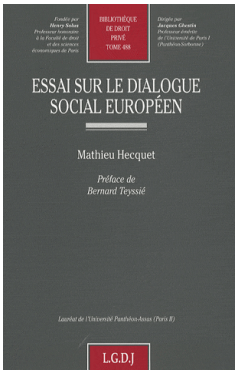
La loi du 5 juillet 2010 "relative à la rénovation du dialogue social" dans la fonction publique incite les partenaires sociaux à faire de la négociation un véritable levier de progrès au bénéfice des usagers et des salariés.
Ce texte, qui concerne cinq millions d'agents, peut changer la donne dans la fonction publique hospitalière. En effet, il élargit - à tous les niveaux pertinents - le champ de la négociation, base la représentativité syndicale sur l'élection, crée un conseil commun aux trois fonctions publiques et améliore les garanties des agents investis de mandats syndicaux. Ce livre explique les nouvelles règles, éclaire les enjeux, décrit des situations concrètes de concertation ou de négociation : qu'est-ce que négocier ? Comment et que peut-on négocier dans le cadre de cette nouvelle loi ? ; qu'en disent les différents acteurs : responsables politiques, syndicalistes, élus, cadres de l'administration, experts ? ; Comment initier et mener à bien un cycle de concertations ou de négociations ? Donnant la parole à l'ensemble des acteurs, cet ouvrage est destiné aux directeurs d'hôpitaux, à leurs équipes et aux chefs de pôles comme aux syndicalistes et salariés de la fonction publique hospitalière

Les partenaires sociaux - Quelle stratégie syndicale pour quel dialogue social ? / Franck Biétry , Editions EMS, 2007



Les questions essentielles qui traversent actuellement le domaine du monde syndical, seront abordées : Que signifie le concept de dialogue social ? Le syndicalisme est-il néfaste à la performance de l'entreprise ? Est-il trop politisé ? Comment les syndicats sont-ils organisés ? Qui signe les accords en France ? Peut-on résumer le conflit à la grève ? En quoi les acteurs de la nouvelle critique sociale innovent-ils ? Quelles sont les formes contemporaines de conflictualité ? Fallait-il revoir les règles de représentativité ? Comment devient-on militant syndical ? Faut-il réserver les bénéfices de l'action collective aux seuls adhérents ? Enfin est posée la question de l'avenir des partenaires sociaux et de la part que les responsables RH doivent prendre à cette évolution : doit-on accélérer le processus de désertification syndicale, accompagner la tendance à l'atomisation, forcer les regroupements, ou au contraire professionnaliser les délégués syndicaux pour en faire de véritables " entrepreneurs sociaux " ? Ce livre s'adresse aux protagonistes de la démocratie sociale mais également à tous les étudiants bénéficiant d'un enseignement de gestion des ressources humaines ou de management, qu'ils soient inscrits en Licence, Master, en école de commerce ou en sciences politiques.
Plus généralement, il devrait intéresser tous ceux qui ont ou auront à gérer une équipe de travail

Essai sur le dialogue social européen / Mathieu Hecquet. – Editions LGDJ, 2007



Le dialogue social est une technique privilégiée depuis de nombreuses années par le droit communautaire.
Il fait partie intégrante du " modèle social européen Vecteur de progrès social et d'adaptation de l'entreprise ou du groupe de dimension transnationale à la complexité des rapports sociaux, la négociation d'accords dans le cadre européen se heurte néanmoins à certaines carences. En effet, si le traité de Rome consacre le dialogue social européen interprofessionnel et sectoriel, il ne lui dédie que deux articles
Quant aux négociations menées au sein des entreprises et des groupes européens, leurs modalités ne sont pas même évoquées par le traité. De cette relative vacuité des textes résulte une autorité insuffisante des accords européens qui s'apparentent, au mieux, à de simples contrats de droit privé. Ce défaut d'autorité s'explique également par les doutes que suscite la représentativité des partenaires sociaux européens et par le manque d'homogénéité des différents systèmes juridiques des Etats membres.
Au-delà des interrogations liées au rôle du Parlement dans la vie de la Cité, ces obstacles expliquent l'attrait de la voie " législative " pour la transposition des accords européens interprofessionnels. Plusieurs techniques, tels le recours à la théorie du mandatement ou l'insertion d'une clause de " porte-fort ", sont susceptibles de remédier aux difficultés d'application des accords destinés à être transposés par voie conventionnelle, avec plus ou moins d'efficacité.
Au sein des groupes de dimension communautaire, une réflexion sur le rôle du comité d'entreprise européen, instance dépositaire de l'expression des salariés, mérite également d'être menée. En dépit des nombreuses interrogations qui subsistent, l'avenir du dialogue social européen apparaît riche de promesses

ARTICLES

Titre : **La loi du 20 août 2008 et la portabilité des suffrages** / PERNOT Jean-Marie
Périodique : Revue de droit du travail
Date : juillet-août 2011
Pagination : 427-432

Titre : **Vers un dialogue social rénové dans la fonction publique /** Sautereau Nicolas
Périodique : Actualité juridique Fonction Publique, n° 2
Date : mars-avril 2011
Pagination : 93-98

Titre : Peut-on conduire le changement en profondeur dans le service public local sans mouvement social ? Atelier 3 des ETS
Date : 1er et 2 décembre 2010
Source : INET Strasbourg

Titre : **Réforme du dialogue social dans la fonction publique : la loi est là, il reste à la faire vivre /** Morvan Guy
Périodique : Cahiers de la fonction publique et de l'administration, n° 302
Date : juillet-août 2010
Pagination : 24-26

Titre : Suresnes soigne ses syndicats
Périodique : Lettre du cadre territorial
Date : 15 juin 2010
Pagination : 38-39

Titre : L'insaisissable mal-être au travail dans la Fonction publique territoriale / Catlla M., Albanel X
Périodique : Revue Sociologies Pratiques, n°19.
Date : 2009

Titre : **Les syndicats de la fonction publique et les réformes managériales depuis 2002** / Siwek-Pouydesseau Jeanne
Périodique : Revue française d'administration publique, n° 132
Date : 2009
Pagination : 745-756

Titre : « Les syndicats sont contreproductifs : faisons-les disparaître »
Extrait de : Petit bréviaire des idées reçues en management, coordonné par A.Pezet
Date : 2008
Editeur : La Découverte

Titre : Dialogue social : le minimum syndical ? / Batailler Anne
Périodique : La lettre du cadre territorial, n° 364
Date : 1er septembre 2008
Pagination : 12-17

Titre : Perceptions et perspectives du dialogue social dans les collectivités territoriales / Institut national des études territoriales, promotion Théodore Monod

Périodique : La Gazette des communes, cahier détaché n° 3
Date : 27 août 2007
Pagination : 244-274

Titre : **La question syndicale à l'épreuve du nouveau cours du capitalisme / Rozès S**
Périodique : Mouvements, « Réinventer le syndicalisme »
Date : 2006/1
Accéder au texte intégral :
http://www.cairn.info/revue-mouvements-2006-1-page-96.htm

Titre : **Les syndicats difficilement en phase avec les transformations du travail / Grozelier A-M.**
Périodique : Mouvements, « Réinventer le syndicalisme »
Date : 2006/1
Accéder au texte intégral :
http://www.cairn.info/revue-mouvements-2006-1-page-15.htm

Titre : **La transformation des syndicats français. Vers un nouveau modèle social ?** / Andolfatto D., Labbé D
Périodique : Revue Française de Science Politique, vol. 56, n°2
Date : avril 2006
Pagination : 281-297